

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ

Association des Responsables de Copropriété (ARC)

Statut	Version en vigueur de la politique de confidentialité de l'ARC
Version	V2 – juillet 2026
Date d'entrée en vigueur	16 juillet 2026
Précédente version	Décembre 2020
Publication	Site arc-copro.fr (page mentions légales / politique de confidentialité)

Préambule

L'Association des Responsables de Copropriété (ARC) (ci-après « ARC », « nous ») accorde une importance particulière à la protection des données personnelles de ses adhérents, de ses correspondants et de toute personne susceptible d'entrer en relation avec elle dans le cadre de ses missions de conseil aux copropriétaires.

La présente politique a pour objet de vous informer de la manière dont nous traitons vos données personnelles, conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Cette politique s'applique à l'ensemble des traitements de données personnelles mis en œuvre par ARC, et en particulier à notre Plateforme d'intelligence documentaire et d'assistance juridique, déployée à compter du 16 juillet 2026.

1. Qui est responsable du traitement de vos données ?

Le responsable du traitement est **Association des Responsables de Copropriété (ARC)**, association loi 1901 dont le siège social est situé 7 rue de Thionville, 75019 Paris.

Pour toute question relative à la protection de vos données personnelles, vous pouvez contacter notre Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse : dpo@arc-copro.fr ou par courrier postal à l'adresse du siège, en indiquant la mention « Service DPO » sur l'enveloppe.

2. Quelles données collectons-nous ?

Nous collectons les données suivantes selon les contextes dans lesquels nous interagissons avec vous :

Lors de votre adhésion

- Données d'identification : nom, prénom, fonction, raison sociale et identifiant SIREN le cas échéant.
- Coordonnées : adresse postale, adresse email, numéro de téléphone.
- Identifiants de copropriété : nom de l'immeuble, numéro d'immeuble ou de lot, mandat exercé.
- Données de facturation et de cotisation.

Lors des échanges avec nos juristes

- Contenu de vos questions, demandes, et de notre correspondance avec vous (emails, courriers, comptes rendus).

- Pièces jointes que vous nous transmettez (procès-verbaux d'assemblée générale, contrats de syndic, etc.).
- Le cas échéant, mentions de votre situation personnelle ou patrimoniale, dans la mesure nécessaire au conseil que vous sollicitez.

Lors de votre navigation sur arc-copro.fr

- Données techniques de connexion : adresse IP, type de navigateur, pages consultées, date et heure de connexion.
- Cookies, conformément à la politique de cookies disponible sur le site.

3. À quelles fins utilisons-nous vos données ?

Nous traitons vos données pour les finalités suivantes :

- **Vous fournir nos services de conseil.** Suivi de votre adhésion, traitement de vos demandes juridiques, accompagnement dans vos démarches.
- **Améliorer la qualité et la cohérence de nos réponses.** Afin d'améliorer la qualité et la cohérence des réponses apportées à ses adhérents, l'ARC est susceptible d'indexer les publications qu'elle diffuse ainsi que les échanges intervenus dans le cadre de ses missions de conseil. Cette indexation est réalisée au moyen d'une plateforme documentaire interne sécurisée exclusivement utilisée par les juristes de l'association.
- **Gérer la vie associative.** Convocations aux assemblées générales, communications institutionnelles, lettre événementielle (avec votre accord).
- **Respecter nos obligations légales.** Tenue des registres comptables, déclarations fiscales et sociales, conservation à valeur probatoire.
- **Assurer la sécurité de nos systèmes.** Détection des incidents, prévention de la fraude, journalisation des accès.

4. Sur quelle base légale ?

Selon la finalité poursuivie, nous nous fondons sur :

- L'exécution du contrat d'adhésion qui nous lie à vous (article 6.1.b du RGPD), pour la fourniture des services.
- Notre intérêt légitime (article 6.1.f du RGPD) à exploiter notre propre mémoire institutionnelle (publications et échanges) pour améliorer la qualité de nos conseils. Cet intérêt est mis en balance avec votre attente raisonnable de pouvoir nous solliciter en confiance.
- Votre consentement (article 6.1.a du RGPD), pour les communications non essentielles (lettre événementielle, sondages) ; vous pouvez le retirer à tout moment.

- Le respect d'obligations légales (article 6.1.c du RGPD), notamment comptables et probatoires.
- La défense d'un droit en justice (article 9.2.f du RGPD), lorsque le conseil rendu nécessite incidemment le traitement de données sensibles vous concernant.

5. Avec qui partageons-nous vos données ?

Vos données ne sont jamais cédées, louées ou vendues à des tiers. Elles peuvent être communiquées à :

- Nos juristes et collaborateurs, dans le périmètre strict de leurs missions et selon le principe du moindre privilège.
- Nos sous-traitants techniques, dans le cadre de prestations encadrées par contrat (hébergement, outils de gestion, intelligence documentaire).
- Les autorités compétentes, sur réquisition légale.

La liste de nos sous-traitants principaux est tenue à jour et disponible sur demande auprès de notre DPO. Tous nos sous-traitants sont localisés dans l'Union européenne. Nous nous engageons à ne pas recourir à des sous-traitants situés hors de l'Union européenne sans information préalable.

6. Combien de temps conservons-nous vos données ?

Donnée	Durée
Données d'adhésion	Durée de l'adhésion + 5 ans
Échanges email avec nos juristes	5 ans à compter du dernier échange
Articles publiés et leurs métadonnées	pendant la durée nécessaire à la mission d'information de l'association, puis archivage.
Données comptables et de cotisation	10 ans (obligation légale)
Données de connexion au site	12 mois maximum
Empreintes cryptographiques d'horodatage	Permanente — voir section 8

7. Quels sont vos droits ?

Conformément aux articles 15 à 22 du RGPD, vous disposez des droits suivants sur vos données :

- **Droit d'accès.** Vous pouvez nous demander une copie des données que nous détenons sur vous.

- **Droit de rectification.** Vous pouvez nous demander de corriger des données inexactes.
- **Droit à l'effacement.** Vous pouvez, sous certaines conditions, demander la suppression de vos données. Lorsque vos données ont été indexées dans notre plateforme d'intelligence documentaire, leur suppression entraîne en cascade la suppression des vecteurs sémantiques et des références associées.
- **Droit à la limitation.** Vous pouvez demander que vos données ne soient plus utilisées tout en restant conservées.
- **Droit d'opposition.** Vous pouvez vous opposer au traitement de vos données fondé sur notre intérêt légitime, en exposant les motifs tenant à votre situation particulière.
- **Droit à la portabilité.** Vous pouvez recevoir vos données dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine.
- **Droit de retirer votre consentement.** Lorsque le traitement repose sur votre consentement, vous pouvez le retirer à tout moment, sans porter atteinte à la licéité du traitement antérieur.
- **Droit de définir des directives post-mortem.** Conformément à la loi française, vous pouvez nous communiquer des directives sur le sort de vos données après votre décès.

Pour exercer ces droits, contactez notre DPO à l'adresse co@napco.fr en justifiant de votre identité. Nous répondons dans un délai d'un mois, prolongeable de deux mois en cas de complexité particulière.

Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de la **Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)**, 3 place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 Paris cedex 07, ou via www.cnil.fr.

8. Notre Plateforme d'intelligence documentaire

Depuis sa mise en production, nos juristes utilisent une plateforme interne d'intelligence documentaire qui a pour objet d'améliorer la rapidité et la cohérence de leurs réponses. Cette plateforme procède à :

- L'indexation sémantique de nos publications éditoriales et de nos échanges email professionnels avec les adhérents et les correspondants.
- La proposition automatique de projets de réponse aux questions reçues, à partir de notre mémoire interne et de sources juridiques publiques (Légifrance, Judilibre).
- Le rapprochement des questions reçues avec votre dossier afin d'orienter votre demande vers le juriste compétent.

Ce que la plateforme ne fait pas

- Aucune réponse ne vous est jamais envoyée automatiquement. Toute réponse écrite que vous recevez de la part d'un juriste de l'ARC est validée par lui et engage sa responsabilité professionnelle.
- Vos données ne sont jamais utilisées pour entraîner des modèles d'intelligence artificielle tiers.
- Vos données ne sortent jamais de l'Union européenne. Nos modèles sont hébergés en France (Mistral AI), sur une infrastructure située en France (Scaleway).
- Les données identifiantes (nom, email, téléphone) sont remplacées par des jetons techniques avant tout passage par un modèle d'intelligence artificielle. Les modèles ne voient jamais vos coordonnées en clair.

Horodatage par blockchain

Pour garantir l'intégrité et la datation des décisions importantes prises par nos juristes (validation d'une réponse formelle, modification d'un document engageant), nous procédons à un horodatage cryptographique par ancrage dans la blockchain Bitcoin via le protocole OpenTimestamps.

Cet ancrage ne porte jamais sur vos données : il porte uniquement sur une empreinte cryptographique (hash) qui ne permet pas de retrouver la donnée d'origine. Conformément à la position de la CNIL sur la blockchain, ces empreintes ne constituent pas en elles-mêmes des données personnelles. La donnée source elle-même reste effaçable côté plateforme.

Décisions automatisées

Le rapprochement automatique de votre demande avec un juriste ne constitue pas une décision automatisée produisant des effets juridiques au sens de l'article 22 du RGPD : la réponse qui vous est apportée demeure le fait d'un juriste humain qui en assume pleinement la responsabilité.

9. Comment vos données sont-elles protégées ?

Nous mettons en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger vos données contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé :

- Chiffrement des données en transit et au repos.
- Authentification forte (MFA) pour les accès sensibles.
- Cloisonnement des accès selon le principe du moindre privilège.
- Pseudonymisation systématique des données identifiantes avant tout traitement par intelligence artificielle.
- Sauvegardes chiffrées quotidiennes en région distincte.
- Tests d'intrusion réguliers par un prestataire qualifié PASSI.

- Formation continue de nos équipes à la protection des données.
- Procédure formalisée de notification des violations de données dans les 72 heures.

10. Modifications de la présente politique

La présente politique peut être modifiée à tout moment, notamment pour tenir compte d'évolutions de nos services ou de la réglementation. La version en vigueur est accessible à tout moment sur arc-copro.fr.

En cas de modification substantielle, nous vous en informons par tout moyen approprié (email, mention sur le site, courrier annuel).

11. Contact

Responsable du traitement	ARC - 7 rue de Thionville, 75019 Paris
Délégué à la Protection des Données	NAPCO – Charles OUAKNINE 38 rue Servan 75011 PARIS - dpo@arc-copro.fr
Téléphone	01 40 30 12 82
Site web	arc-copro.fr
Autorité de contrôle	CNIL — 3 place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 Paris cedex 07 — www.cnil.fr